



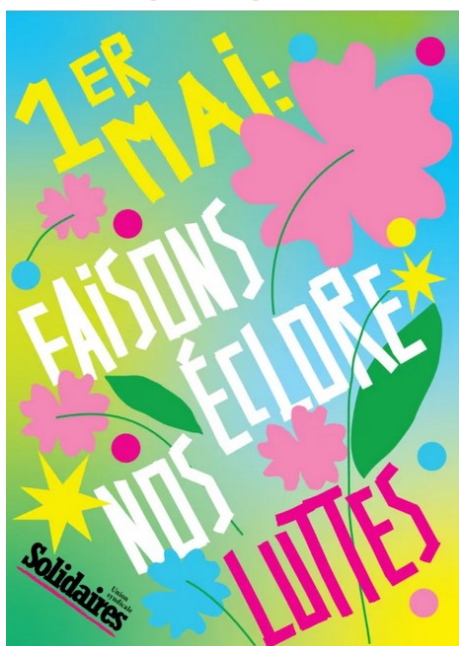
LE MOT DU JEUDI 24 AVRIL 2025

Aujourd'hui dans le mot du Jeudi :

- [Le 1^{er} mai](#)
- [Une conférence sur le financement du privé](#)
- [La réforme du recrutement des enseignant·es](#)

1^{er} MAI

Pour la paix, pour la satisfaction des revendications



En ce 1er mai 2025, marqué par un tournant dans la situation mondiale, nos organisations syndicales réaffirment leur engagement pour la paix et la solidarité internationale :

- Cessez-le-feu immédiat en Ukraine comme ailleurs, arrêt du génocide à Gaza et de la colonisation en Cisjordanie. Non à l'économie de guerre !

Nos organisations syndicales dénoncent la politique raciste et xénophobe du gouvernement Macron-Bayrou-Retailleau qui, prenant à son compte celle de l'extrême-droite, répond à la demande du capitalisme de bénéficier d'une main d'œuvre bon marché, malléable et corvéable. Au racisme et à l'exploitation sous toutes ses formes, elles opposent l'unité des travailleuses et des travailleurs :

- Abrogation de la loi Immigration et retrait de la circulaire Retailleau.

Nos organisations syndicales rappellent une nouvelle fois que la colère issue de la mobilisation contre la réforme des retraites, imposée par la répression et les 49.3, n'est pas

soldée. Elles réaffirment leurs revendications :

- Abrogation de la réforme des retraites !

Ni retraite par points, ni retraite par capitalisation. Maintien des 10 % d'abattement fiscal des retraité·es.

Dopés aux aides publiques à hauteur de 200 milliards d'euros en 2023, les profits des entreprises, les dividendes versés aux actionnaires et les rachats d'actions atteignent chaque année des niveaux records.

Dans le même temps, les plans de licenciements se multiplient – notamment dans l'industrie –, tandis que les salaires stagnent :

Au niveau local, nous dénonçons les licenciements à Michelin alors que dans le même temps Michelin réalise des bénéfices à hauteur de 1,89 milliards d'euros en 2024.

Nous dénonçons également le projet de fermeture de sites, à SAVOIRS PLUS (librairies CONTACT et SADEL ANGERS)

- Nous exigeons une augmentation générale des salaires, traitements, pensions et minima sociaux. Non aux plans de licenciements !

Nos organisations syndicales dénoncent la politique austéritaire du gouvernement Macron-Bayrou, qui vise à démanteler la Sécurité sociale et les services publics. Face aux manques de personnels et de lits, l'Hôpital est aux abois. Quant au service public d'éducation, il résiste malgré un démantèlement continu.

Nous dénonçons le sous-financement chronique de l'Université d'Angers qui a pour conséquence la dégradation de la qualité et de la pérennité du Service Public et dégrade l'égalité des chances ainsi que celles des conditions d'étude et de travail.

Alors que nous célébrons cette année les 80 ans de la Sécurité sociale, nos organisations syndicales réaffirment leur attachement à ses principes fondateurs de « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins » :

- Arrêt des exonérations patronales, Défense de la Sécurité sociale et du 100% Sécu, Développement des services publics à hauteur des besoins.

LES RENDEZ-VOUS EN MAINE-ET-LOIRE

- **ANGERS : 10H30 - Place Louis Imbach**
- **SAUMUR : 10h30 - Place Bilange**
- **CHOLET : 10h00 - Place Travot**
- **SEGRE : 10h30 - Place du Port**

Le tract intersyndical en [cliquant là](#)

FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Conférence-débat



Le député Paul Vannier co-rapporteur de la mission d'information sur le financement de l'enseignement privé sous contrat a répondu favorablement à l'invitation de notre fédération.

La FOL 49 sera l'organisatrice avec le soutien d'organisations amies (Syndicats et associations) de cette réunion sous forme de conférence débat le :

Jeudi 22 mai 2025

à 19 H 30

Salle Pelloutier, Bourse du travail d'Angers

Prenez bonne note de cette date, informez vos réseaux !

Réservation gratuite [en cliquant là](#)

RÉFORME DU RECRUTEMENT DES ENSEIGNANT·ES

Petit bilan d'étape



La réforme du recrutement et de la formation initiale des enseignant·es avait été mise à l'arrêt depuis le mois de juin 2024 en raison de la politique d'austérité budgétaire et de l'instabilité gouvernementale. Fin mars, le gouvernement a annoncé la relance de ce chantier incontournable.

En effet, la rémunération insuffisante et la dégradation des conditions de travail sont à l'origine d'un effondrement du recrutement qui se généralise à l'ensemble des concours. Les précédentes réformes de la formation initiale sont de véritables échecs et l'allongement de la durée d'études avant de passer le concours a asséché le vivier des candidat·es. Aujourd'hui, l'année de master 2 est intenable pour les étudiant·es qui doivent passer le concours, faire des stages et valider leur M2.

Face à cette situation critique, il est urgent de revaloriser les salaires, d'améliorer les conditions de travail mais aussi de repenser le recrutement des enseignant·es. SUD éducation se félicite de la mise en place d'une telle réforme, mais reste vigilant sur les moyens mis en œuvre et le calendrier de cette réforme

SUD éducation fait le point sur la réforme en [cliquant là](#)



Equipe de rédaction :

Les Jeudien·nes